

Communauté germanophone: un gouvernement, mais pas encore de déclaration politique - 15/07/2014 13:27:11

La Communauté germanophone a certes été la première à constituer son gouvernement, mais elle ne dispose pas encore de déclaration politique.



C'est une particularité de la plus petite entité fédérée du pays: la Communauté germanophone est la première à avoir constitué son gouvernement dès fin juin, après les élections du 25 mai dernier, mais cet exécutif ne possède pas encore de déclaration politique. Au contraire de Bruxelles, qui est donc depuis ce week-end la première entité fédérée du pays à en avoir une, sans toutefois avoir encore annoncé ses ministres.

«Notre déclaration gouvernementale est pour septembre, il n'y a pas encore de décision», a indiqué mardi le nouveau ministre-président germanophone Oliver Paasch (ProDG), au cours d'une conférence de presse à Bruxelles.

Les partenaires de sa coalition - ProDG est associé aux libéraux et socialistes - se connaissent bien. «Notre programme de gouvernement existe depuis deux législatures, fondées sur le concept de développement régional global», a rappelé M. Paasch, qui y voit une raison suffisante pour avoir rapidement lancé son équipement sans déclaration politique.

L'homme, peu connu des Flamands et des francophones malgré ses dix années comme ministre de l'Enseignement germanophone, continue d'essayer de se défaire des accusations d'indépendantisme lancées par le cdH après que le parti social-chrétien germanophone (CSP), arrivé en tête au scrutin du 25 mai, eut une nouvelle fois été contourné par l'alliance des trois partis qui le suivent.

«Je suis fier d'être Belge, car la Belgique a donné un statut extraordinaire à notre petite Communauté, en droit et en autonomie culturelle. Si nous revendiquons aujourd'hui plus d'autonomie, à l'instar des autres partis germanophones, nous souhaitons aussi plus de coopération, dans une Belgique à quatre», a-t-il commenté.

ProDG doit être vu comme un mouvement semblable aux intérêts communaux, de tendance sociale-libérale, selon M. Paasch. Et s'il devait choisir une figure tutélaire, ce serait celle d'Helmut Schmidt, le chancelier social-démocrate allemand de 1974 à 1982. «Combiner les libertés (expression, entreprise, etc) au besoin de solidarité, avec beaucoup de pragmatisme», résume-t-il.

Le principal défi du gouvernement Paasch sera d'absorber les effets de la 6e réforme de l'État. Sa Communauté verra son budget des recettes augmenter de 30% avec les transferts de compétences, mais les dépenses augmenteront de bien plus encore vu le transfert incomplet des moyens financiers afférents, sans compter la participation à l'assainissement de l'État fédéral (4 millions d'euros par

an).

Dépourvue comme la Communauté française d'une capacité de lever l'impôt, la Communauté germanophone devra donc elle aussi réaliser des économies, actuellement en discussion entre membres du gouvernement. Interrogé sur les transferts budgétaires avec la Région wallonne, Oliver Paasch a souligné que sa Communauté avait les mêmes besoins que la Communauté française. «Les germanophones paient des impôts régionaux; il faut donc les soutenir de la même manière».

Et de rappeler les principales revendications à négocier avec le gouvernement wallon lorsqu'il sera installé: aménagement du territoire, logement social et compétences provinciales. Les germanophones s'étonnent aussi de voir leur représentation garantie tant au Sénat qu'au parlement européen, alors que ce n'est pas encore le cas à la Chambre.

Quant à changer de nom pour une appellation reflétant mieux l'identité régionale que la Communauté veut se construire, «la discussion existe depuis longtemps, mais il y a d'autres priorités», balaie-t-il.

Ses préoccupations sont plus pragmatiques. Ce territoire de neuf communes enclavées au coeur de l'Europe s'inquiète de la volonté du gouvernement allemand d'instaurer à partir de 2016 un péage pour automobilistes. «Cela aura des conséquences néfastes pour la Communauté germanophone», avertit Oliver Paasch.

Il a donc rencontré lundi soir les représentants des différents Länder allemands et effectue un «travail de persuasion» sur l'ambassadeur allemand à Bruxelles, Eckart Cuntz, avec l'espoir que se concrétise l'«ouverture» dont ce dernier semble faire preuve à ses yeux.

(Belga)